



INTERVENTION DU MINISTRE DU POUVOIR POPULAIRE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA, JORGE ARREAZA MONTSERRAT, LORS DU DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 72E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

NEW YORK, LE 25 SEPTEMBRE 2017

Monsieur le Président

Nous nous adressons à cette auguste Assemblée lors de sa 72e session au nom du Président constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, et au nom d'un peuple souverain qui aime la paix et le respect des nations et des principes les plus fondamentaux du droit international, c'est-à-dire, le peuple bolivarien du Venezuela. Au 19e siècle, l'armée libératrice de Simon Bolivar a quitté le territoire vénézuélien, non pour conquérir ou dominer, mais pour aider les peuples frères à obtenir leur indépendance afin de rentrer dans le pays avec satisfaction après avoir été utile à la cause de la liberté et de l'égalité. C'est l'esprit qui caractérise notre peuple et les actions de notre gouvernement révolutionnaire en ces temps difficiles pour l'humanité.

Pour cette raison, nous nous accrochons à la Diplomatie bolivarienne de Paix. Justement, nous nous trouvons en ce moment dans la maison de la paix, dans le foyer des solutions pacifiques, dans le territoire du droit international et de ses principes. C'est la Charte des Nations Unies qui nous embrasse et nous protège. C'est un instrument multilatéral noble qui vise à éviter les guerres et les injustices.

Ce podium-ci doit donc être respecté, protégé et conservé par toutes les nations. C'est une tribune presque sacrée pour les peuples qui misent sur la paix et la compréhension. Cependant, cette maison du multilatéralisme et du respect de l'égalité entre les peuples et les États a été profanée, abusée et offensée à plusieurs reprises par les pouvoirs arrogants cherchant à imposer leurs règles de jeu unilatérales : les règles de la guerre, de la souffrance et de la douleur. C'est ce que dénonçait, sur ce même site, d'une voix ronflante et d'un style inégalable, le commandant Hugo Chavez en 2006, qui cherchait à tirer la sonnette d'alarme pour générer le confinement nécessaire afin de faire face aux graves menaces unilatérales déjà existantes contre la paix mondiale.

Pourtant, il y a une semaine, cette salle et le monde entier, à travers les médias, ont été les témoins d'une autre profanation dangereuse des principes et des objectifs des Nations Unies.

Comme s'il était l'empereur du monde, le Président des États-Unis, Donald Trump, a fait usage de cette tribune

consacrée pour la paix afin d'annoncer des guerres, la destruction totale des États membres, la mise en œuvre des mesures coercitives unilatérales et illégales, en menaçant et jugeant comme bon lui semble, comme s'il avait des pouvoirs dictatoriaux absolus sur les États membres et souverains de cette organisation. Paradoxalement, au comble de l'insolence et de l'hypocrisie politique, Donald Trump a fondé ses attaques contre l'humanité sur les valeurs de la paix et de la prospérité.

Dans notre cas, il faut rappeler que l'ancien président Barack Obama, d'un style différent et avec le même objectif, avait déjà défini, à travers un décret exécutif, la République bolivarienne du Venezuela comme une menace inhabituel et extraordinaire pour la sécurité nationale des États-Unis, le 9 mars 2015.

Aujourd'hui, nous sommes obligés de dénoncer auprès du monde que notre peuple a été directement menacé par le Président des États-Unis d'utilisation de la force armée la plus puissante qui n'ait jamais existé dans l'histoire de l'humanité, le 11 août de cette année. En plus de cet anachronisme et cette offense à l'encontre de notre souveraineté et de la paix caractérisant toujours l'Amérique latine et les Caraïbes, l'administration Trump a imposé des sanctions illégales contre notre économie le 25 août afin de faire souffrir notre peuple et de forcer des changements non démocratiques dans notre système de gouvernement.

Dans son discours, il y a une semaine, Donald Trump a eu recours à la vieille rhétorique idéologique de la Guerre froide, au style inquisiteur de Richard Nixon et du sénateur Joseph McCarthy, afin de réitérer ses menaces contre notre pays et notre République sœur de Cuba.

Le Venezuela cherchera toujours le dialogue sur la base du respect mutuel avec le gouvernement des États-Unis. Cependant, en tant que peuple libre, nous sommes prêts à défendre notre souveraineté, notre indépendance et notre démocratie quel que soit le scénario et sous une modalité quelconque.

Face à ce genre d'attitudes, l'Organisation des Nations Unies doit établir des mécanismes effectifs visant à neutraliser les prétentions bellicistes et les intentions de remplacer le multilatéralisme que nous avons consolidé au prix de nombreux efforts par l'unilatéralisme dictatorial de ceux qui cherchent à imposer, à travers l'usage des armes et du chantage économique, la destruction et la pensée unique à notre humanité diverse et hétérogène.

Dans ce sens, mardi dernier, à l'unanimité des 120 membres, c'est-à-dire, deux tiers de cet auguste Assemblée générale, le Mouvement des pays non-alignés (MNA) a approuvé la déclaration politique de New York comme outil de plainte, de refus et d'action conjointe contre les mesures coercitives et unilatérales que certains acteurs internationaux imposent en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

Dans notre intervention, au nom de la Présidence du MNA, en plénière du G77+Chine, jeudi dernier, nous avons proposé de faire parvenir, à ce groupe de pays qui se concentre sur les affaires économiques, la Déclaration de New York, étant donné que les attaques unilatérales impitoyables contre les économies de nos peuples font partie intégrante des mesures illégales, unilatérales et coercitives.

Nous devons de toute urgence chercher des réponses multilatérales à l'imposition de mesures coercitives pour que les gouvernements qui les ont illégalement imposées aient l'obligation légale de dédommager les peuples

qui ont pâti des effets.

À cette égard, nous condamnons toutes les actions unilatérales contre des peuples frères, tels que ceux de la Russie et de l'Iran, et notamment la prolongation du blocus criminel contre la République sœur de Cuba, qui a été imposé depuis plus de 5 décennies et qui au présent atteste clairement les nouveaux vents de l'unilatéralisme des États-Unis.

Le Venezuela rejette catégoriquement l'existence d'armes nucléaires dans notre planète. Sa possession soumet l'humanité à des angoisses et à des risques injustifiables et inimaginables. C'est pourquoi, nous avons signé, mercredi dernier, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Nous devons faire un effort suprême pour que les crises nucléaires diminuent et disparaissent (ainsi que ses armes, l'on espère) par la voie du dialogue et de la rationalité humaniste.

En matière de droits de l'homme, le Venezuela, un pays qu'au cours des dernières années a fait un effort suprême pour assurer le plus vaste investissement social, à travers la redistribution équitable de la richesse nationale entre les Vénézuéliens en vue de faire respecter les droits humains et sociaux, a été jugé et accusé par le gouvernement des États-Unis. S'il y a un pays ne méritant pas d'être membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies est justement les États-Unis d'Amérique. Il s'agit du plus grand des responsables des violations des droits de l'homme, non seulement dans son territoire, mais aussi dans le monde entier : des guerres injustifiées, des bombardements sur la population civile, des prisons clandestines avec des méthodes de torture, des mesures unilatérales et illégales contre les économies de plusieurs pays, de multiples pressions économiques et des politiques migratoires agressives.

Il est le seul pays qui a osé d'utiliser des armes nucléaires contre un autre peuple, en faisant des centaines de milliers de morts. Il s'agit d'un pays qui, en violant l'institutionnalisation essentielle de l'ONU, a dirigé l'invasion de l'Irak en 2003, sous le prétexte de la recherche d'armes de destruction massive jamais trouvées, malgré le résultat de plus d'un million de morts provoquées par cette sanglante opération militaire.

Les États-Unis bâtissent un mur à la frontière avec le Mexique et ont fait des propositions de lois visant à arnaquer 7% des envois des fonds des immigrants, non destiné à leur sécurité sociale, mais au financement de la construction de l'indigne mur.

À l'aide des données vérifiables des organismes et des rapports de l'ONU, nous pouvons conclure comme suit : Les États-Unis n'ont pas ratifié le 62% des principaux traités en matière de droits de l'homme ; aux États-Unis, il n'existe aucune institution indépendante responsable de la défense et de la promotion des droits de l'homme ; le Rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires et arbitraires dénonce le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire aux États-Unis ; l'isolement carcéral est une pratique répandue dans ce pays ; le nombre de personnes sans logement atteint 3,5 millions, y compris 1,5 millions d'enfants ; 28% des personnes vivant dans la pauvreté n'ont pas l'accès à des soins de santé ; le taux de mortalité maternelle a augmenté gravement au cours de ces dernières années ; 10 mille enfants ont été logés dans des prisons pour adultes et peuvent être condamnés à perpétuité (dont 70% sont d'origine afro-américaine) ; le Rapporteur spécial sur l'éducation a dénoncé l'utilisation des décharges électriques et des moyes physiques de contrainte

dans des établissements d'enseignement ; les États-Unis est l'un des 7 pays qui n'ont pas ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; aux États-Unis, le congé de maternité rémunéré n'est pas obligatoire ; les dénonces en raison des abus des forces de l'ordre, surtout contre la population afro-américaine, sont communes car plus de 10 millions d'afro-américains demeurent dans la pauvreté, dont la moitié sont dans la misère ; dans un pays où l'on suppose l'esclavage aboli, le treizième amendement admet l'esclavage comme modalité de condamnation pénale ; une sur trois femmes indigènes est violée tout au long de sa vie ; il s'agit d'un pays où non seulement la discrimination raciale n'est pas surmontée mais, en outre, elle s'aggrave à cause des positions suprématistes du gouvernement actuel.

Excusez-moi pour tant de détails, mais il y a des données et des informations que les médias cachent et que le monde entier doit connaître.

Le Venezuela rejette le terrorisme en toutes ses formes, tant de la part des groupes violents anarchiques menaçant la paix et la stabilité mondiale aujourd'hui, que de la part des États qui s'approprient du droit d'intervenir à sa guise dans le monde entier, à la recherche du contrôle des ressources naturelles stratégiques en utilisant la force militaire de manière impitoyable contre des civils innocents.

Nous constatons avec douleur que la Méditerranée est devenue un immense cimetière, la plus part du temps devant le regard aveugle et cruel des États responsables des crises entraînées dans les pays d'origine des migrants, à travers la combinaison des deux variantes du terrorisme. Des guerres sanglantes provoquées, comme celles préfabriquées contre la Syrie et la Lybie, ne laissent que la dévastation à son passage. Heureusement, le peuple et le gouvernement héroïques de la Syrie, avec le soutien des alliés internationaux justes, s'approchent chaque jour à la victoire définitive sur les groupes terroristes.

Le Venezuela mise sur le succès des travaux réalisés par le Secrétaire général adjoint de la lutte contre le terrorisme en tant que chef et coordinateur général de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Le Venezuela espère que ces travaux condamneront également le terrorisme d'État.

Le Venezuela encourage la reprise des négociations de paix entre la Palestine et l'Israël, dont le processus doit mener à l'atteinte d'une paix ferme et durable entre les deux États, en reconnaissant comme frontières palestiniennes celles déjà existantes en 1967, en conformité avec le droit international, ainsi qu'en établissant Jérusalem Oriental en tant que sa capitale. Nous croyons que l'Organisation des Nations Unies doit assumer un rôle beaucoup plus prépondérant dans la résolution de ce conflit historique et injuste.

Nous remercions le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, pour ses efforts sincères afin de faciliter l'application de l'accord de Genève par de bons offices, en vue de trouver une solution pratique et satisfaisante pour les parties, dans le cas du différend territorial avec nos frères et voisins de la République coopérative de Guyane.

Le Venezuela bolivarien sera toujours disposé à aider à ouvrir des chemins de paix. Pour cette raison, nous saluons l'application des accords de paix entre le gouvernement de la Colombie et les FARC, auxquels tant le Commandant Chavez que le président Nicolas Maduro ont consacré tellement d'effort et d'énergie. Pareillement,

nous continuerons à accompagner et à faciliter les discussions entre le gouvernement de la Colombie et l'Armée de libération nationale, qui se déroulent dans la République de l'Équateur.

Le Venezuela n'est pas un pays producteur de drogues. Les institutions internationales ainsi le certifient. Nous collaborons de manière souveraine avec tous les pays voisins et non voisins dans la lutte contre le trafic de drogue. Nous exprimons notre préoccupation face à l'augmentation de la production de drogue dans notre pays voisin, la Colombie. Néanmoins, nous avons toujours dénoncé que les principaux responsables, du fait de constituer de puissants pôles d'attraction tant de la production que du trafic de drogue, sont les pays consommateurs, lesquels doivent assumer le contrôle réel de l'entrée et de la distribution de stupéfiants dans leur territoire.

Comme nous avons travaillé depuis des années avec le PNUD, pour le Venezuela, il est facile d'avancer vers la réalisation des Objectifs de développement durable car notre Plan de la Patrie en Marche et l'Agenda 2030 sont des instruments non seulement coïncidant mais aussi complémentaires.

En ce qui concerne son financement, comme vous le savez, 76% des revenus du Venezuela pendant les derniers 18 ans ont été destinés à l'investissement social qui continuera à augmenter. Aucune attaque économique ou sanction illégale ne pourra empêcher le président Maduro de continuer à développer des politiques pour garantir les droits sociaux de nos compatriotes. Nous sommes préoccupés, bien entendu, par l'inexistence évidente de sources de financement pour d'autres pays frères qui ont exprimé leur disposition de respecter l'Agenda 2030, bien qu'ils manquent de fonds nécessaires pour y parvenir. L'ONU doit se consacrer à garantir ce noble financement au développement intégral et durable de tous ses États membres.

Ce n'est probablement pas une coïncidence que, des jours avant et pendant cette 72e session, les effets du processus de changement climatique averti à maintes reprises se manifestent par la dévastation et le décès entraînés par le passage successifs des ouragans d'une intensité sans précédent. Cela survenait non très loin de New York. La force inhabituelle de ces phénomènes naturels a touché nos frères et sœurs de plusieurs pays des Caraïbes. Les premiers ministres d'Antigua et Barbuda, Gaston Browne, et de Dominique, Roosevelt Skerit, ont prononcé deux discours extraordinaires devant cette Assemblée Générale, dans lesquels ils ont exprimé avec courage et sentiment les vérités les plus absolues et ont alerté sur la nécessité d'une action conjointe, concrète et urgente pour éviter des ravages plus graves causés, incontestablement, par le changement climatique.

Roosevelt Skerit a affirmé que dans ces petits pays se trouvent les victimes d'une guerre qu'elles n'ont pas choisie, qu'elles n'ont pas commencée et dont elles ne font pas partie. Il s'agit de la guerre des pays développés et du système capitaliste contre notre Mère Nature. Aujourd'hui, nous récupérons avec plus de force que jamais, la consigne des mouvements sociaux écologistes : « Ne changeons pas le climat, changeons le système ». La restauration de l'infrastructure physique et l'emploi de techniques de construction résistantes aux assauts de nouveaux phénomènes naturels ne peut pas retomber sur les pays et les peuples affectés. C'est une responsabilité partagée et différenciée qui doit être principalement assumée par les pays les plus pollués et contributeurs du changement climatique.

Dans ce sens, et vis-à-vis des séquelles que nous avons connues, il nous semble insolite et hostile que le

gouvernement des États-Unis, le principal pays polluant, cherche à se retirer du Traité de Paris lequel, bien qu'il ne soit pas une panacée, constitue un pas collectif en avant pour mitiger les effets du changement climatique. Combien faut-il d'ouragans, de typhons, de glissements de terrain, de processus de subsidence, de sécheresses, de décès, de blessés, de pays ravagés pour déterminer que le changement climatique, comme affirmé par les experts de l'Organisation des Nations Unies même, menace la planète entière et que c'est à nous tous de l'inverser?

La République bolivarienne du Venezuela offre ses condoléances aux gouvernements et aux familles touchés par les ouragans successifs dans les Caraïbes et aux États-Unis, et de même, aux victimes des terribles tremblements de terre en Mexique, notre pays frère. Bien que nous ayons fait de notre mieux pour répondre immédiatement et solidairement aux situations d'urgence dans notre région, le président Nicolas Maduro continuera à fournir tout le soutien nécessaire, non seulement le soutien à notre portée, mais aussi tout celui que nous pouvons aider à coordonner et à diriger afin d'assister nos frères d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le peuple vénézuélien, comme nous l'avons dit au début de notre intervention, est soumis aux agressions permanentes des pouvoirs hégémoniques qui cherchent à saisir nos ressources naturelles. Nous possédons la première réserve mondiale de pétrole et l'une des plus importantes de gaz, d'or, de diamants, de coltan, de fer, d'aluminium, de thorium. Nous possédons aussi de la diversité biologique, des ressources en eau et des terres fertiles, entre autres.

Nous avons subi des attaques multiformes contre notre économie, notre monnaie, notre capacité de production. Ces attaques comprennent la production induite de la violence politique interne par des facteurs politiques essayant d'arriver au pouvoir par des moyens antidémocratiques depuis 2002. Cette année, nous avons subi quatre mois de violence politique visant encore une fois à renverser le président Maduro. Suite à la tension et à la douleur pour les décès injustifiables, la violence de l'opposition a été neutralisée et apaisée par la grande manifestation démocratique et populaire du 30 juillet, où plus de 8 millions de vénézuéliens sont venus voter pour la paix, pour choisir une Assemblée nationale constituante (ANC) des citoyens, souveraine et plénipotentiaire.

Les derniers actes de violence de la droite extrémiste vénézuélienne ont eu lieu précisément le 30 juillet, dans une tentative pour empêcher le peuple de voter. La paix politique totale est revenue au pays à partir du 31 juillet, où nous avons témoigné l'arrivée de la paix constituante.

Notre Assemblée nationale constituante, qui agit dans le respect et la coexistence avec le reste des pouvoirs constitués, est devenue non seulement un facteur pacificateur et protecteur du peuple, mais aussi un instrument par excellence en faveur du dialogue national et de l'attention légitime des problèmes les plus urgents du pays.

Notre démocratie est une démocratie active et populaire. Au Venezuela, nous avons tenu 22 processus électoraux au cours des derniers 18 ans, dont la Révolution a remporté 20. Nous avons toujours développé le dialogue social comme la méthode d'approfondissement de notre démocratie. Dans ce sens, nous nous félicitons également du fait que l'opposition politique vénézuélienne ait décidé de se reconduire sur la voie de la démocratie et de la Constitution en participant, auprès de tous ses partis politiques, à l'élection des gouverneurs

du 15 octobre.

De même, nous célébrons que le président Danilo Medina de la République dominicaine et les anciens présidents Rodriguez Zapatero d'Espagne et Leonel Fernández de la République dominicaine ont pris et accompli l'initiative de dialogue que le président Maduro avait annoncée à la suite de l'installation de l'ANC, en convoquant les partis politiques à un processus auquel le Nicaragua, la Bolivie, le Mexique et le Chili se sont joints. Nous sommes reconnaissants pour le sincère soutien de ces pays et des gouvernements amis dans la promotion de la seule solution possible : la solution pacifique, constitutionnelle et souveraine, construite par tous les vénézuéliens.

En ces temps orageux pour le monde entier, nous souhaitons voir une Organisation des Nations Unies qui soit vraiment unie. Tout processus de réforme doit passer par la participation et l'inclusion de tous ses membres. Nous avons besoin d'une ONU qui, comme nous l'avons dit il y a quelques minutes, soit vraiment efficace pour neutraliser les initiatives violentes, hégémoniques et unilatérales, qui puissent travailler ensemble avec tous les États membres, exempte de partialités hégémoniques. Nous voulons un système des Nations Unies qui identifie et avertisse de vraies causes des grands problèmes soufferts aujourd'hui par l'humanité, et qui décide de s'en occuper sans aucune distraction ni pression, en respectant toujours les principes de notre Charte.

Le temps des définitions est arrivé. Le temps de la lutte historique entre un multilatéralisme sain et un unilatéralisme pervers est à son apogée. Prenons des décisions en tenant compte toujours des plus pauvres, des exclus, de ceux qui ont besoin de notre aide, de notre Mère Nature.

Agissons de façon qu'on puisse regarder nos enfants et petits-enfants dans les yeux, avec la satisfaction d'avoir empêché le pire et leur avoir garanti un meilleur avenir de paix, de santé et de sourires. Construisons, depuis le sein des Nations Unies, ce que le Libérateur nous a demandé de concevoir en 1815 : ce système de gouvernement qui nous donne le plus grand bonheur possible, la plus grande somme de sécurité sociale et la plus grande somme de stabilité politique.

Depuis la maison du multilatéralisme, nous nous écrivons : Vive le multilatéralisme. Depuis l'espace du droit international, nous nous écrivons : Vive le droit international. Depuis le foyer de la paix, nous nous écrivons : Vive la paix dans le monde.

Depuis le cœur du Venezuela, nous nous écrivons : Comptez sur le gouvernement bolivarien du président Nicolas Maduro pour serrer les rangs de la justice, de l'humanisme et de la paix.

Comme l'a écrit le Libérateur à l'ancien Président du Pérou, José de La Riva Agüero, le 13 avril 1823 : « J'ai tendance à penser que, s'il est indispensable, l'amour pour la patrie vaincra ».

De même, nous avons la certitude indispensable que dans toutes les circonstances l'amour pour le Venezuela bolivarien, souverain et de paix, l'amour pour notre peuple travailleur, l'amour pour nos gens de bonne foi, l'amour pour la Patrie vaincra, triomphera et prévaudra. Nous vaincrons toujours !

Je vous remercie

